



**HAL**  
open science

**Olivier Galland, Anne Muxel, La tentation radicale.  
Enquête auprès des lycéens, Paris, Presses universitaires  
de France, 2018, 451 p.**

François Dubet

► **To cite this version:**

François Dubet. Olivier Galland, Anne Muxel, La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens, Paris, Presses universitaires de France, 2018, 451 p.. Revue française de sociologie, 2018, 59 (4), pp.740-745. halshs-02500866

**HAL Id: halshs-02500866**

**<https://shs.hal.science/halshs-02500866>**

Submitted on 30 Aug 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Compte rendu : Olivier Galland, Anne Muxel (dir.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*. Paris, Presses universitaires de France, 2018, 451 p. paru dans la *Revue française de sociologie*, 58(4), 2018.

Dès les articles que *Le monde* du 3 avril 2018 lui a consacrés, *La tentation radicale* a engendré une double querelle dont les arguments se recouvrent parfois. La première est plutôt de nature politique et oppose les médias et les militants obsédés par le « danger islamique » à ceux qui sont prompts à voir de l'islamophobie dans toute critique de l'islam. Mobilisant quelques chiffres très inquiétants, les uns ont vu dans l'enquête la preuve du bien-fondé de leurs peurs ; les autres y ont perçu un des mille visages de l'islamophobie. La seconde querelle est de nature plus académique et prolonge les discussions provoquées par le livre de Gérard Bronner et Étienne Géhin (*Le danger sociologique*, PUF, 2017) dénonçant « la culture de l'excuse » qui aurait envahi une sociologie justifiant la violence, le radicalisme et les fermetures communautaires au nom des conditions de vie imposées aux dominés. Pour l'essentiel, la question est de savoir si les cultures, les religions, bref les idées déterminent les conduites des individus ou si celles-ci procèdent d'abord de leurs conditions sociales, des discriminations et des dominations qu'ils subissent. Sur ce point, on se souvient du débat qu'avait déjà suscité, quelques années plus tôt, le livre d'Hugues Lagrange (*Le déni des cultures*, Le Seuil, 2010).

Il va de soi que ces disputes mériteraient à elles seules des études précises. Elles nous en apprendraient beaucoup sur la construction des clivages idéologiques et sur la formation des opinions. Elles nous en diraient plus encore sur l'articulation des engagements de valeurs et des choix théoriques et épistémologiques dans la sociologie française. Cependant, le risque de ces débats est de nous empêcher de lire le livre qui en est le prétexte ou bien de ne le lire qu'à charge ou à décharge. Il importe donc d'abord d'essayer de rendre compte du livre lui-même.

Issue de l'appel à projets « Attentats-Recherche » lancé par le CNRS après les attentats de 2015, la recherche d'O. Galland et A. Muxel repose sur deux enquêtes par questionnaires. La première a été adressée à un échantillon de 6 800 lycéens interrogés dans 23 lycées choisis dans quatre académies. Des élèves en première année de CAP ont été aussi interrogés. Cet échantillon n'est pas représentatif à deux titres : d'abord parce que les élèves issus des milieux populaires y sont surreprésentés ; ensuite du fait que le recrutement social des lycées choisis est fortement contrasté entre les établissements socialement peu favorisés et accueillant de nombreux élèves se déclarant musulmans, et les lycées socialement et culturellement plus mixtes. L'appel à projets du CNRS étant ciblé sur les attitudes des jeunes à l'égard des attentats de 2015, 26 % des élèves ont été identifiés comme musulmans, ce qui est évidemment beaucoup plus que la part des musulmans dans la société française. Afin de contrôler les biais issus de cet échantillonnage, le même questionnaire a été passé auprès d'un échantillon représentatif de 1 800 jeunes âgés de 15 à 17 ans. Aussi le lecteur est-il confronté à deux séries de données, les unes relevant d'une population juvénile représentative et les

autres issues d'une jeunesse plus populaire et surtout plus musulmane. Par ailleurs, les chercheurs ont réalisé 34 entretiens collectifs et 20 entretiens individuels, ce qui semble d'autant plus faible que ces données-là sont assez peu utilisées dans le livre quand on voudrait savoir ce que peuvent signifier les réponses aux questionnaires. Il reste que cette recherche n'avance pas masquée, que les biais méthodologiques sont exposés et maîtrisés, et qu'elle produit des « faits » peu contestables même quand ils sont inquiétants. La littérature sur la radicalité des jeunes reposant le plus souvent sur des monographies et des cas limités aux plus engagés dans le radicalisme, le projet d'une étude de l'opinion « banale » des jeunes, ici des très jeunes puisque la plupart sont en classe de seconde, ne saurait être contesté et soumis à un procès *a priori*.

Laissons pour le moment le chapitre consacré à la définition de la radicalité pour évoquer quelques résultats, en commençant par le chapitre qui a pour objet l'absolutisme religieux, celui par lequel le « scandale » est advenu. L'absolutisme religieux, pour l'essentiel, consiste à croire qu'il n'y a « qu'une vraie religion » et que la loi de Dieu est supérieure à celle des hommes. Cette croyance est partagée par 35 % des jeunes musulmans interrogés, ce taux étant bien plus faible chez les autres croyants et les non-croyants. De même, 81 % des jeunes musulmans pensent que la religion explique mieux la création du monde que la science, contre 35 % des autres croyants, et 5 % des non-croyants. Quand cet absolutisme religieux est associé à une tolérance à l'égard de la délinquance et de la violence ordinaires (vols, affrontements avec la police, etc.), ces attitudes engendrent une certaine compréhension du recours à la violence afin de défendre sa religion. Notons que cette tolérance à la violence ordinaire est nettement masculine et beaucoup moins associée à l'absolutisme religieux des filles, qui, tout en étant aussi croyantes que les garçons, sont deux fois moins nombreuses à accepter la violence et à penser que la place des femmes est la maison. En définitive (p. 132), 46 % des jeunes lycéens musulmans ne sont ni absolutistes, ni tolérants à la violence, 22 % tolèrent la violence sociale et ne sont pas absolutistes ; 22 % sont absolutistes et ne tolèrent pas la violence et, enfin, 13 % sont absolutistes et tolèrent la violence ordinaire. C'est donc la combinaison de l'absolutisme religieux et du « virilisme » des garçons qui expliquerait que 24 % des lycéens musulmans ne condamnent pas totalement l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Ils sont beaucoup moins nombreux à ne pas condamner les attentats du Bataclan de novembre 2015, dont les victimes n'avaient pas « blasphémé ».

Dès lors que l'enquête montre que les jeunes musulmans sont plus absolutistes et plus compréhensifs envers les attentats que leurs camarades croyants et non croyants, il reste à expliquer cet ensemble d'attitudes. Deux grandes explications s'opposent. Gilles Kepel attribue le radicalisme à la radicalisation de l'islam lui-même, notamment au salafisme. Face à lui, Olivier Roy affirme que la demande juvénile de radicalisme a des causes sociales plus que proprement religieuses. Dans le premier cas, l'« offre » religieuse l'emporte sur la « demande » sociale ; dans le second, la « demande » protestataire trouve un sens dans l'islam, faute de perspectives sociales et politiques. Les analyses de corrélation conduisent O. Galland à opter pour la première hypothèse, car la différence entre jeunes musulmans et autres jeunes reste très forte une fois contrôlées les diverses variables sociales, ce qui donne du poids au facteur strictement religieux. Dans les lycées où l'enquête a été conduite, le croisement des

attitudes et des conditions socio-économiques et scolaires indique que le contexte social ne joue jamais un rôle décisif dans la formation de la croyance absolutiste. Sans doute les jeunes les plus absolutistes et les moins fermement opposés aux attentats sont-ils un peu moins intégrés à l'école que leurs camarades, mais ils ne déclarent pas plus de tensions familiales, et jamais la radicalité ne semble être le produit du seul contexte social. Cependant, ces lycéens se sentent plus discriminés et éprouvent un sentiment d'injustice plus aigu, comme le montre le chapitre 5 rédigé par Laurent Lardeux. Ceci tient pour une part à leurs origines et à la concentration des élèves issus de familles venues du Maghreb et d'Afrique subsaharienne dans les mêmes établissements. Mais là encore, la corrélation entre le sentiment de discrimination et la radicalisation des opinions ne vaut pas explication, car les sentiments d'injustice procèderaient plus d'une vision de la société que des expériences personnelles. Le sentiment de discrimination participe-t-il de l'affirmation religieuse ou en est-il la cause ? Il reste que, du point de vue statistique, c'est la religion elle-même qui jouerait un rôle décisif.

L'autre dimension de *La tentation radicale* concerne les orientations politiques des jeunes. Comme on pouvait s'y attendre, les jeunes sont éloignés des identités partisans ; les jeunes lycéens, moins que l'échantillon représentatif, se défient des hommes politiques et s'intéressent peu à la politique. Cependant, les jeunes ne sont pas indifférents : ils déclarent être prêts à s'engager contre le racisme ou le terrorisme, pour la paix dans le monde... Les visions critiques de la société dominent puisque 17 % des lycéens disent être favorables à une révolution et 53 % à des réformes.

Pour ce qui est de la radicalité, A. Muxel distingue deux orientations. La première est la « radicalité de protestation » : une « politisation négative » qui fait par exemple que 48 % des lycéens se déclarent favorables aux manifestations ou aux blocages de lycées ; 34 % d'entre eux pensent que la violence peut se justifier comme forme de protestation. Au total, 50 % des jeunes sont définis par un indice moyen de protestation politique, et 25 % par un indice élevé.

La seconde orientation, la « radicalité politique », est nettement moins partagée car elle implique l'adhésion à une idéologie antisystème, le plus souvent de gauche, et à une revendication de la violence comme outil politique. Alors que la radicalité protestataire semble associée à une faible intégration scolaire, mais à un certain libéralisme culturel (on a d'abord le droit de protester), la radicalité politique, ou radicalité de rupture, est nettement plus structurée idéologiquement. Plus fréquente dans l'enseignement professionnel, elle est plus antilibérale et autoritaire. Cet extrémisme politique concernerait 24 % de l'échantillon des lycéens et 22 % de l'échantillon représentatif. Comme le radicalisme religieux, il est associé à une tolérance de la violence ordinaire. Rappelons cependant que les élèves interrogés sont très jeunes et que, dans tous les cas, la radicalité de protestation, plutôt sociale et démocratique, est nettement plus importante que la radicalité de rupture, autoritaire et idéologisée.

Le dernier chapitre de l'ouvrage, rédigé par Vincenzo Cicchelli et Sylvie Octobre, est consacré aux théories du complot. On y apprend que 28 % des lycéens et 19 % des jeunes de

l'échantillon représentatif pensent que les médias n'ont pas dit toute la vérité sur les attentats et que plus de 60 % se méfient des médias « officiels ». Chacun « ayant le droit d'avoir une opinion », les jeunes ne hiérarchisent guère la légitimité des médias, et 9 % des lycéens peuvent être définis comme des « complotistes radicaux » estimant que les attentats ont été commis par les services secrets. Cette propension à croire aux complots est d'autant plus forte que les jeunes musulmans se disent religieux, qu'ils sont politiquement extrémistes et se sentent discriminés.

Cette évocation de quelques résultats est trop sommaire pour rendre justice à la solidité du matériau recueilli et à la rigueur de son traitement. Une longue annexe apporte encore des précisions, de sorte que *La tentation radicale* a le mérite de décrire l'opinion des jeunes avec toutes les qualités d'une méthode qui essaie d'objectiver les croyances et les représentations des individus. En ce sens, le procès en islamophobie, voire en manipulation, n'est pas acceptable : le plus souvent, ce qu'il oppose à *La tentation radicale* procède moins des faits que des convictions. De la même manière, l'enthousiasme des médias obsédés par le « danger musulman » se fonde sur quelques chiffres particulièrement spectaculaires et inquiétants, tout en ignorant bien des subtilités de cette enquête.

Cependant, même si ce livre est écrit simplement et si ses auteurs s'attachent par avance à lever les objections, il ne convainc pas toujours. Trois ensembles de questions se posent.

Le premier concerne la définition de la radicalité, à laquelle O. Galland et A. Muxel consacrent pourtant un long chapitre étayé par de solides lectures. Appréhender la radicalité par la distance aux normes et aux valeurs centrales des sociétés démocratiques modernes ne va pas de soi, ne serait-ce qu'en raison de la difficulté à définir ce corps partagé de valeurs et de croyances. Rien n'indique que celui-ci soit aussi robuste et homogène que le suppose la définition de la radicalité. Quand 51 % des électeurs âgés de 18 à 24 ans ont voté pour le Front national ou la France insoumise au nom du refus du système, on peut s'interroger sur la cohérence et la domination des normes « dominantes ». Plus encore, *La tentation radicale* décompose la radicalité juvénile en une série de dimensions dont on voit souvent mal ce qui les unit et, parfois même, en quoi elles sont radicales. Comment englober sous le même concept les croyants qui pensent que la religion est au-dessus de l'ordre politique (ce qui est le propre de la religion), ceux qui justifient des attentats et ceux qui ne les justifient pas mais pensent que *Charlie* devrait respecter les croyances ? Quelle est cette radicalité qui désignerait à la fois ceux qui veulent élargir le droit de protester et les quelques-uns qui adhèrent à des idéologies anti-démocratiques ? Comment mêler à ce propos la défiance envers les médias et la conviction, elle aussi très minoritaire, que les attentats du 11 septembre ont été fomentés par la CIA et Israël ? Bien sûr, les auteurs prennent toutes les précautions, ils répètent qu'il existe une grande distance entre les opinions définies comme radicales et le passage à l'action qui, pour ce que l'on en sait, exige beaucoup plus que des opinions. Bref, la radicalité apparaît comme une notion trop large et trop floue pour satisfaire un lecteur enclin à se demander ce que toutes ces attitudes ont en commun. Et puis, ces adolescents n'affichent-ils pas des opinions radicales parce qu'ils sont à un âge où on se pose en s'opposant ? Interrogés sur leurs

looks et leurs goûts musicaux, ne seraient-ils pas tout aussi « radicaux » que le suggèrent leurs visions de la société et leurs opinions politiques ?

Autant il va de soi que l'appartenance à une religion commande un ensemble de croyances et de représentations – comment un sociologue ayant un peu lu Max Weber pourrait-il s'en étonner ? –, autant on peut avoir le sentiment que les analyses de la radicalité musulmane poussent parfois trop loin la volonté d'isoler le facteur religieux. Rappelons par exemple que les filles et les garçons musulmans ne partagent pas le même rapport à la violence et, semble-t-il, la même conception de leur position dans la société. Alors que la radicalité religieuse est fortement corrélée à l'acceptation de la délinquance et de la violence banale, comment ne pas tenir cette attitude comme l'expression d'une expérience juvénile populaire bien particulière, marquée par les désordres juvéniles et les tensions avec la police ? Si la croyance est religieuse, le rapport à la violence, lui, est social, et ce social-là n'est pas totalement imaginaire. De la même manière, on peut avoir le sentiment que le chapitre traitant des discriminations dément parfois les pages consacrées au poids déterminant de l'appartenance religieuse. Bien sûr, il existe une grande distance entre les injustices objectivement et personnellement subies par les individus et le sentiment que la société est injuste, mais cela ne signifie pas que les sentiments d'injustice ne reposent sur rien – comme O. Galland lui-même l'a d'ailleurs encore montré récemment (*La France des inégalités. Réalités et perceptions*, PUPS, 2016). Comme l'indiquent toutes les enquêtes d'opinion, les jeunes ont une vision sombre et pessimiste de la société, tout en ayant une image plus positive et plus optimiste de leur avenir, et ceci ne signifie pas que la vision globale de la société soit un biais ou une erreur. Sans tomber dans les clichés relatifs aux « quartiers populaires de banlieue », les jeunes musulmans regroupés dans les mêmes lycées ont quelques bonnes raisons de se sentir discriminés : « on est mis à l'écart » répètent-ils, et c'est un peu vrai. Comment ignoreraient-ils que le nom que l'on porte et le quartier où l'on vit engendreront des discriminations que toutes les enquêtes mesurent et confirment ? Ceci ne conduit pas à faire de l'absolutisme religieux le produit des seules discriminations, ni à donner raison à O. Roy contre G. Kepel. Mais, à trop vouloir démontrer, il arrive que la démonstration s'affaiblisse.

Enfin, la définition de la radicalité comme opposition aux normes démocratiques libérales n'emporte pas toujours la conviction. En effet, on peut penser que, dans certains cas, la radicalité des lycéens résulte, au contraire, d'une adhésion radicale aux normes les plus « libérales ». Par exemple, quand les jeunes musulmans demandent que les cantines offrent des menus alternatifs, sont-ils « absolutistes » ou réclament-ils un droit démocratique à la reconnaissance d'une singularité ? Ne sont-ils pas aussi « libéraux » que les minorités sexuelles, alimentaires ou autres, qui réclament les mêmes droits au nom du libéralisme démocratique ? Quand les jeunes se défient des hommes politiques et des médias « officiels », pensent que le droit de protester doit être étendu et que toutes les opinions sont possibles dès lors qu'elles sont « libres » et « sincères », sont-ils radicaux ou ne font-ils que radicaliser quelques principes démocratiques, quitte à mettre en cause ce que l'on tient, à juste titre souvent, pour des vérités ? Mais, dans ce cas, ce sont plus les contradictions de la démocratie qui sont en jeu que l'affrontement du radicalisme à un corps de valeurs centrales. Comme l'écrit Alexandra Frénod dans le prologue du livre, il semble que la valeur la plus

communément partagée par les jeunes soit celle du *respect*. Or si le respect est souvent une valeur d'ordre et de tradition (la valeur « virile » des jeunes garçons qui doivent se faire « respecter »), il est aussi une valeur profondément démocratique exigeant que l'on reconnaisse les singularités des uns et des autres, même quand ces singularités sont plutôt traditionnelles. Trop fréquemment peut-être *La tentation radicale* décrit comme des mises en cause du « système » et de la démocratie ce qui n'en est peut-être qu'une exacerbation mâtinée de colère.

Il reste que les interrogations, les réserves et parfois les critiques que peut susciter cet ouvrage n'autorisent pas à invalider une enquête minutieuse dont les auteurs ne cachent rien et, moins encore, à en faire un pamphlet islamophobe. Il serait sans doute plus utile de comparer les résultats de cette enquête à celles dont nous disposons et, surtout, de produire de nouvelles enquêtes élargissant notamment l'éventail des âges des jeunes interrogés. Il serait aussi nécessaire que des entretiens plus nombreux nous en disent plus sur le sens des réponses aux questionnaires, le goût de la provocation des jeunes n'étant pas plus à exclure que leur adhésion aux idées reçues. Dans tous les cas, *La tentation radicale* appelle d'autres recherches de même ampleur et situées sur le même terrain méthodologique. Que l'on en partage ou pas les conclusions, l'ambition empirique et la rigueur méthodologique qui caractérisent le livre nous obligeront à produire des données solides plutôt que des observations partielles, des monographies *ad hoc* et des opinions.